

ARRÊTÉ
DE REINTEGRATION APRES CONGE PARENTAL
DE M. OU M^{ME} [NOM PRENOM]
[GRADE]

Le Maire (ou le Président) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.515-1 à L.515-12,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, (*Le cas échéant*)

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, notamment les articles 29 à 33,

Vu le décret n°2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant, notamment l'article 7,

Vu l'arrêté en date du [date] plaçant M. ou Mme [Nom, Prénom] en congé parental à compter du [date],

Vu l'arrêté en date du [date] renouvelant le congé parental de M. ou Mme [Nom, Prénom] à compter du [date],

Vu la demande de M. ou Mme [Nom, Prénom] tendant à écourter la durée du congé parental, (*le cas échéant*)

Vu la demande de M. ou Mme [Nom, Prénom] d'être réintégré et réaffecté dans son ancien emploi (*ou*) d'être réintégré et réaffecté dans un emploi plus proche de son dernier lieu de travail (*ou*) de son domicile, dans la mesure où celui-ci a changé, pour assurer l'unité de la famille,

Considérant que M. ou Mme [Nom, Prénom] a été reçu(e) en entre tien le [date] (*au moins 4 semaines avant la réintégration*) afin d'examiner les modalités de sa réintégration,

Considérant les droits à l'avancement d'échelon et de grade acquis pendant la durée du congé parental, (*le cas échéant*)

ARRÊTE

Article 1 : M. ou Mme [Nom, Prénom], [grade], est réintégré(e) et réaffecté sur l'emploi de [emploi] à compter du [date].

Article 2 : M. ou Mme [Nom, Prénom] est classé au [échelon] échelon de son grade, IB [IB], IM [IM], avec une ancienneté de [ancienneté].

Article 3 : Compte tenu de l'ancienneté à la date de réintégration, M. ou Mme [Nom, Prénom] bénéficie d'un avancement au [échelon] échelon de son grade, IB [IB], IM [IM], avec une ancienneté de [ancienneté].

Article 4 : Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,
- Comptable de la collectivité.

Fait à [commune], le [date]
Le Maire (ou le Président),

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le **[date]**

Signature de l'agent :